

IMPORTANT : avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso / Before selecting, please see instructions on reverse side.

QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE, DATER ET SIGNER AU BAS DU FORMULAIRE / WHICHEVER OPTION IS USED, DATE AND SIGN AT THE BOTTOM OF THE FORM

- A. Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission. / I wish to attend the shareholder's meeting and request an admission card.
- B. J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous. / I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.



SCOR SE
Société Européenne
au capital de 1 512 224 741,93 €
Siège social : Immeuble SCOR,
5, avenue Kléber, 75795 Paris cedex 16
562 033 357 R.C.S. PARIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

convoquée pour le mardi 6 mai 2014 à 10 heures,
5 Avenue Kléber - 75016 PARIS

COMBINED GENERAL MEETING

to be held on Tuesday, May 6th, 2014 at 10 am,
5 Avenue Kléber - 75016 PARIS

CADRE RESERVE / For Company's use only

Identifiant / Account

Nombre d'actions
Registered Number of shares

Nominatif
Porteur
Bearer

Vote simple
single vote
Vote double
double vote

Nombre de voix / Number of voting rights

JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST

Cf. au verso renvoi (2) - See reverse (2)

J'exprime mon choix en noircissant une case par résolution. / I express my choice by shading one box by resolution.

PROJETS DE RÉSOLUTIONS AGRÉÉS OU NON PAR L'ORGANE DE DIRECTION
DRAFT RESOLUTIONS APPROVED OR NOT BY THE BOARD OF DIRECTORS

Agrées par l'Organe de Direction.
Approved by the Board of Directors

**JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN
OF THE MEETING**

Cf. au verso renvoi (3) - See reverse (3)

JE DONNE POUVOIR A : (cf. au verso renvoi (4))

I HEREBY APPOINT (see reverse (4))

M. ou Mme, Raison Sociale
Mr or Mrs, Corporate Name

Adresse - Address

ATTENTION : Pour les titres au porteur, les présentes instructions doivent être transmises à votre teneur de compte pour validation.

CAUTION : If you're voting on bearer securities, the present instructions will only be valid if they are directly registered with your custodian Bank.

Nom, Prénom, Adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà sur le formulaire, les vérifier et les rectifier éventuellement)

- Surname, first name, address of the shareholder (if this information is already supplied on this form, please verify and correct if necessary)

Cf. au verso renvoi (1) - See reverse (1)

FORMULAIRES DÉDIÉS AUX SOCIÉTÉS EUROPÉENNES / FORM APPLYING TO EUROPEAN COMPANY

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting
 - Je donne pouvoir au Président de l'A.G. de voter en mon nom. / I appoint the Chairman of the meeting to vote on my behalf ...
 - Je m'abstiens. / I abstain from voting
 - Je donne procuration (cf. au verso renvoi 4) à M. ou Mme, Raison Sociale
 pour voter en mon nom / I appoint (see reverse (4)) Mr or Mrs, Corporate Name... to vote on my behalf

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard :
In order to be taken into account, this completed form must be received at the latest

sur 1^{re} convocation / on 1st convening

sur 2^{re} convocation / on 2nd convening

05/05/2014 / May 5th, 2014

Date & Signature

à/at BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, CTS Assemblées, Les Grands Moulins de Pantin -
9 rue du Débarcadère - 93761 Pantin Cedex



Deux options possibles :

- A. L'actionnaire assiste personnellement à l'Assemblée. Dans ce cas, il doit, au recto du document, cocher la case A puis dater et signer au bas du formulaire.
- B. L'actionnaire utilise le formulaire de vote *. Dans ce cas il doit, au recto du document, cocher la case B et choisir l'une des trois possibilités suivantes : (2), (3) ou (4)
- ↳ Voter par correspondance ↳ Donner pouvoir au Président de l'Assemblée Générale ↳ Donner pouvoir à une personne dénommée.
Il est indispensable de cocher les cases appropriées puis de dater et signer au bas du formulaire

UTILISATION DU DOCUMENT

(1) Le signataire est prié d'inscrire très exactement, dans la zone réservée à cet effet, ses nom (en majuscules), prénom usuel et adresse ; si ces indications figurent déjà sur le formulaire, il est demandé au signataire de les vérifier et, éventuellement, de les rectifier. Pour les personnes morales, indiquer les nom, prénom et qualité du signataire.
Si le signataire n'est pas lui-même un actionnaire (exemple : Administrateur légal, Tuteur, etc.) il doit mentionner ses nom, prénom et la qualité en laquelle il signe le formulaire de vote.
Le formulaire adressé pour une Assemblée vaut pour les autres Assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour (R. 225-77 alinéa 3 du Code de commerce).

VOTE PAR CORRESPONDANCE

(2) ART. L. 225-107 I. du Code de Commerce et Articles 57 et 58 du Règlement du Conseil (CE) n°2157/2001 du 8 octobre 2001 :

"I. Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret. Les dispositions contraires des statuts sont réputées non écrites.

Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée, dans les conditions de délais fixées par décret."

Il est précisé que les décisions de l'assemblée sont prises à la majorité des voix valablement exprimées (article 57 du Règlement du Conseil (CE) N°2157/2001). Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul (article 58 du Règlement du Conseil (CE) N°2157/2001).

↳ Si vous désirez voter par correspondance, vous devez obligatoirement cocher la case JE VOTE PAR CORRESPONDANCE au recto. Dans ce cas, il vous est demandé :

- soit de voter "oui" ;
- soit de voter "non" ;
- soit de vous "abstenir" en noircissant individuellement les cases correspondantes.

En outre, pour le cas où des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles seraient déposées lors de l'assemblée, il vous est demandé d'opter entre cinq solutions (pouvoir au Président de l'Assemblée Générale, vote "oui", vote "non", abstention ou pouvoir à personne dénommée), en noircissant la case correspondant à votre choix.

POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

(3) Article L 225-106 du Code de Commerce (dernier alinéa) :

"(...) Le Président de l'Assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption de projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant."

POUVOIR À UNE PERSONNE DÉNOMMÉE

(4) Article L 225-106 du Code de Commerce :

I - « Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.

Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix :

1^o Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé ;

2^o Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation qui se soumet aux dispositions législatives ou réglementaires visant à protéger les investisseurs contre les opérations d'initiés, les manipulations de cours et la diffusion de fausses informations dans les conditions prévues par son règlement général de l'Autorité des marchés financiers, figurant sur une liste arrêtée par l'autorité dans des conditions fixées par son règlement général, et que les statuts le prévoient.

II - Le mandat ainsi que, le cas échéant, sa révocation sont écrits et communiqués à la société. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

III - Avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires, le président du conseil d'administration ou le Directoire, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'article L 225-102 afin de leur permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux dispositions du présent article. Cette consultation est obligatoire lorsque, les statuts ayant été modifiés en application de l'article L.225-23 ou de l'article L. 225-71, l'assemblée générale ordinaire doit nommer au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés actionnaires ou membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise détenant des actions de la société. Cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'article L.225-23 ou de l'article L.225-71. Les clauses contraires aux dispositions des alinéas précédents sont réputées non écrites. (...)"

* Le texte des résolutions figure dans le dossier de convocation joint au présent formulaire (R. 225-81 2^e du Code de commerce). La langue française fait foi.

NB : Si les informations contenues sur le présent formulaire sont utilisées pour un fichier nominatif informatisé, elles sont soumises aux prescriptions de la Loi 78-17 du 6 janvier 1978, notamment en ce qui concerne le droit d'accès et de rectification pouvant être exercé par l'intéressé.

Two possibilities :

- A. You wish to attend the meeting personally, tick box A on the front of the document. Please also date and sign at the bottom of the form.
- B. You wish to use this form as a postal vote*. In this case check box B on the front of the form and choose one of the three following possibilities: (2), (3) or (4)

↳ Use the postal voting form ↳ Give your proxy to the Chairman of the meeting ↳ Give your proxy to a designated person.

You must tick and fill in the appropriate box, date and sign at the bottom of the form.

INSTRUCTIONS FOR COMPLETION

WHICHEVER OPTION IS USED

(1) Please write your exact name and address in capital letters in the space provided; if this information is already supplied, please verify and correct if necessary. If the shareholder is a legal entity, the signatory should indicate his/her full name and the capacity in which he/she is entitled to sign on the legal entity's behalf. If the signatory is not the shareholder (e.g. a legal guardian), he/she must specify his/her full name and the capacity in which he/she is signing the proxy. The form sent for one meeting will be valid for all meetings subsequently convened with the same agenda (Art. R. 225-77 par. 3 of the French Commercial Code).

POSTAL VOTING FORM

(2) Article L. 225-107 I. of the French Commercial Code and Articles 57 and 58 of the Council Regulation (EC) N°2157/2001 of October 8th, 2001:

"I-Any shareholder may vote by post by using a postal voting form determined by law. Any other methods are deemed to be invalid. Only the forms received by the Company before the Meeting, within the time limit and conditions determined by law, are valid to calculate the quorum".

The general meeting's decisions shall be taken by a majority of the votes validly cast (article 57 of the Council Regulation (EC) No 2157/2001). The votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or spoilt ballot paper (article 58 of the Council Regulation (EC) No 2157/2001).

↳ If you wish to use the postal voting form, you must tick the box on the front of the document: "I VOTE BY POST". In such event, please comply with the following instructions:

- either vote "for"
- vote "against"
- or vote "abstention" by shading boxes of your choice.

In case of amendments or new resolutions during the shareholder meeting, you are requested to choose between five possibilities (proxy to the chairman of the meeting, vote "for", vote "against", abstention, or proxy to a designated person), by shading the appropriate box.

PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE MEETING OR PROXY TO ANOTHER SHAREHOLDER

(3) Article L 225-106 of the French Commercial Code (last paragraph):

"(...) The chairman of the meeting will vote the proxy in favor of the adoption of the draft resolutions presented or approved by the Board of Directors or the Executive Board, and will vote the proxy against the adoption of all other proposed resolutions. To give any other vote, the shareholder must choose a proxy who accepts to vote as he/she indicates."

PROXY TO AN IDENTIFIED PERSON (INDIVIDUAL OR LEGAL ENTITY)

(4) Article L 225-106 of the French Commercial Code:

I. A shareholder may be represented by another shareholder, by his or her spouse, or by his or her partner who he or she has entered into a civil union with. He or she can also be represented by an individual or legal entity of his or her choice:

1 - When the shares are admitted to trading on a regulated market;

2 - When the shares are admitted to trading on a multilateral trading facility, which is subject to the legislative and regulatory provisions that protect investors against insider information, price manipulation, and dissemination of false information as provided by the general regulation of the Autorité des Marchés Financiers (French Financial Markets Regulatory Authority), included on a list issued by the AMF subject to the conditions provided by its general regulation, and stated in the company memorandum and articles of association.

II. The proxy as well as its dismissal, as the case may be, must be written and made known to the company. A Conseil d'Etat decree specifies the implementation of the present paragraph.

III. Before every general meeting, the chairman of the board of directors or the management board, as the case may be, may organise a consultation with the shareholders mentioned in Article L.225-102 to enable them to appoint one or more proxies to represent them at the meeting in accordance with the provisions of this Article.

Such a consultation shall be obligatory where, following the amendment of the memorandum and articles of association pursuant to Article L.225-23 or Article L.225-71, the ordinary general meeting is required to appoint to the board of directors or the supervisory board, as the case may be, one or more shareholder employees or members of the supervisory board of the company investment funds that holds the company's shares. Such a consultation shall also be obligatory where a special shareholders' meeting is required to take a decision on an amendment to the memorandum and articles of association pursuant to Article L.225-23 or Article L.225-71. Any clauses that conflict with the provisions of the preceding sub-paragraphs shall be deemed non-existent. (...)"

* The text of the resolutions is in the Notification of the Meeting which is sent with this proxy (R. 225-81 of the French Commercial Code). The French version of this document governs.